

« S'ENGAGER, C'EST SIMPLEMENT ASSUMER SON PROPOS ET LE
TRADUIRE EN ACTES CONSÉQUENTS »

Smockey et Alice Aterianus-Owanga

La Découverte | « Mouvements »

2018/4 n° 96 | pages 65 à 72

ISSN 1291-6412

ISBN 9782348040870

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2018-4-page-65.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« S’engager, c’est simplement assumer son propos et le traduire en actes conséquents »

*Entretien avec Smockey**

Smockey est né à Ouagadougou en 1971, d’un père burkinabè et d’une mère française, tous deux impliqué-e-s dans des mouvements militants et politiques locaux. Alors que la vague hip-hop connaît ses premiers bourgeonnements au Burkina Faso, il part en 1991 étudier en France, où il se forme en programmation musicale et découvre progressivement le monde du hip-hop. Il y réalise un premier single produit par EMI productions, en *featuring* avec la chanteuse Laam. En 2001, à son retour au Burkina Faso, il crée son studio d’enregistrement à Ouagadougou, où il se distingue rapidement pour son style critique et engagé contre les modes de gouvernance de son pays. Son œuvre musicale et ses actions politiques seront ainsi très tôt nourries de l’influence des mouvements révolutionnaires, panafricanistes et anti-impérialistes qui ont égrené l’histoire du Burkina Faso, et particulièrement par la figure de Thomas Sankara¹.

Dès ses premiers albums, il développe un style musical alliant des éléments traditionnels locaux aux rythmes hip-hop, et développe une plume critique et cynique à l’égard du système politique, avec des titres comme *Votez pour moi*. Outre ses propres créations et productions, Smockey accompagne l’émergence de toute une génération d’artistes rap du Burkina Faso qui passent par son studio Abazon, comme les groupes Yeleen ou Faso Kombat. Tout en gagnant en reconnaissance grâce à différents prix dans son pays, il entame des collaborations avec des artistes africains investis dans des causes similaires, par exemple au sein du projet AURA (Artistes unis pour le rap africain), projet financé par l’ONG plan qui réunit des artistes de toute l’Afrique francophone autour d’une création pour la défense des droits des enfants. Il y collabore avec plusieurs artistes comme Didier Awadi², rappeur sénégalais avec qui il partagera par la suite de nombreux projets et engagements.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR
ALICE ATERIANUS-
OWANGA**

1. Thomas Sankara a été président du Burkina Faso durant la révolution burkinabè, de 1983 à 1987, avant d’être assassiné lors d’un coup d’État qui a amené son camarade Blaise Compaoré au pouvoir. Sa pensée combinait un projet de nationalisme culturel, d’humanisme, et d’autonomie économique, et visait à la construction de démocraties africaines émancipées tant des attaches néocoloniales que des tendances autocratiques de certains régimes postcoloniaux. De nombreux jeunes du Burkina Faso et du continent africain en général revendiquent aujourd’hui l’héritage de ses idéaux panafricanistes et anti-impérialistes.

* Rappeur burkinabè.

2. Didier Awadi est un rappeur sénégalais, pionnier de la scène rap dakaroise avec son groupe PBS, qui a été parmi les premiers à imposer l'image d'un rap africain, sur le continent et au-delà. Désormais propriétaire de l'un des plus importants studios de production musicale à Dakar, Didier Awadi s'est illustré dans les dernières années par son engagement panafricaniste, manifeste dans ses albums comme dans ses collaborations artistiques.

En 2013, avec le chanteur de reggae Sams’K le Jah, il fonde le Balai citoyen, un mouvement protestataire qui entre en convergence avec différents syndicats et associations locales pour dénoncer les tentatives de détournement constitutionnel du président Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 24 ans. Ce mouvement conduit à une vaste mobilisation populaire et pousse Blaise Compaoré à quitter le pouvoir en octobre 2014. Récipiendaires du prix « Ambassadeur de conscience » de l’organisation Amnesty International, Smockey et le Balai Citoyen ont accompagné la mise en place d’un gouvernement de transition, et ont poursuivi leurs actions de vigilance citoyenne durant la mise en place d’élections présidentielles en 2015 et depuis lors.

Alice Aterianus-Owanga (A. A.) : *Quelles influences ont contribué à façonner ton style et le regard critique que tu portes sur l’ordre politique au Burkina (et au-delà) dans tes chansons ? Tes voyages et tes ancrages familiaux y ont-ils contribué ?*

Smockey (S.) : La réalité comico-dramatique qui m’entoure. Thomas Sankara disait : « Mon pays est un concentré de tous les malheurs des peuples, une synthèse douloureuse de toutes les souffrances de l’humanité, mais aussi et surtout des espérances de nos luttes ». C’est de cette douleur-là dont j’ai envie de parler ; la force de ce peuple à se relever malgré tout, à croire en ses chances que j’ai envie de chanter. Mes voyages sur le continent et dans les pays dit « développés » y ont probablement contribué, ma curiosité aussi.

Par exemple, je suis parti découvrir les États-Unis en 1994, pour éviter de m’en tenir à des clichés et à la propagande américaine. J’ai passé volontairement quelques mois dans un centre de l’Armée du salut à Pittsburgh, en Pennsylvanie. J’ai été surpris par deux choses : la misère et l’ignorance qui malgré tout nous entourait dans un pays considéré comme le plus puissant du monde et notamment dans les « villages », quartiers réservés pour la plupart aux Noirs américains, ainsi qu’une forme de système de sécurité sociale privée (les riches des banlieues bourgeoises subventionnant certaines activités sociales de l’État pour éviter d’être dérangés par la plèbe). Cela a détruit le mythe à mes yeux, j’ai compris que nous étions peut-être plus proches du développement que ces gens-là dans la mesure où nos valeurs étaient encore humaines. Mais j’y ai aussi fait de belles rencontres, comme un ancien combattant du Vietnam avec qui je posais des climatiseurs et qui m’a beaucoup appris.

Le genre humain m’intéresse dans sa dimension absurde en ceci qu’il est capable de concilier le burlesque, voire le ridicule avec les atrocités les plus consternantes. Comment cela est-il possible ? Comment peut-on

trouver drôle qu'un certain Donald Trump puisse diriger l'une des nations potentiellement les plus destructrices de la planète ? Il y a en cela quelque chose de tragique, en même temps c'est une porte ouverte pour la reconstruction par la critique tant le sujet est caricatural... D'où mon nom « Smockey », qui vient de la contraction de « se moquer » en français, pour prendre en compte la force et la puissance de l'humour dans la diffusion de tout message. Des icônes comme Brassens ou Ferré sont aussi évidemment des références pour moi.

Je concède par ailleurs que j'ai eu la chance de bénéficier d'une éducation parentale où la liberté était fondamentale et la contestation même souvent encouragée, auprès d'un père économiste – qui a aussi fini en politique – et d'une mère enseignante – qui a longtemps milité notamment dans le collectif créé après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo³ – professeur de musique et de dessin à ses heures perdues. Un couple mixte, avec tout ce que cela peut représenter comme cliché au niveau du choc culturel, mais comme richesse aussi. Vous savez, en Afrique, une personne est souvent jugée à travers ses parents, on vous dit : vous êtes le fils ou la fille d'untel, et cela marque l'appréciation que les autres peuvent avoir de vous. On m'a souvent arrêté dans la rue pour louer les qualités de mon père ou celles de ma mère, et je ne peux le nier, ça m'emplit de fierté, c'est pourquoi je ne peux comprendre le comportement de tous ces dictateurs qui laissent à leurs enfants un héritage moral fétide, quand ils en laissent un. Que peut représenter aujourd'hui le fils de Bokassa ou la fille de Mobutu ? Comme dirait l'autre, « malheur à celui qui ne fait pas mieux que son père » ou qui fait pire, cela s'entend...

3. Norbert Zongo, journaliste burkinabè critique et engagé contre le régime de Blaise Compaoré, a été assassiné en 1998, dans des conditions encore non éclaircies.

A. A. : *Tu as vécu en France de 1991 à 2001, notamment à Paris. Quels liens as-tu tissés avec la scène rap française durant tes séjours là-bas ? As-tu des connexions avec des artistes du milieu rap conscient/engagé de France ?*

S. : Non, très peu. Il faut dire que j'étais plutôt discret et peu confiant en la justesse de ma contribution au rap, qui était à l'époque bien modeste. J'avais un ami, Mamadou, qui s'appelle aujourd'hui Sankofa. Il faisait partie d'un groupe qui s'appelait Kmeleon, à Paris. Le groupe existe d'ailleurs toujours, j'avais beaucoup de respect pour sa façon d'écrire et la passion et le soin qu'il accordait à ses projets. J'ai eu beaucoup de plaisir à le côtoyer, c'était un ami infatigable et j'ai gardé un bon souvenir de lui. Il a pendant un temps fait quelques trucs avec le groupe La Mifa, si je me souviens bien. J'ai aussi rencontré, il y a quelques années, Imhotep de IAM, que j'ai trouvé vraiment sympathique et dont j'ai beaucoup apprécié la simplicité et le caractère humain. J'ai d'ailleurs collaboré avec lui sur deux titres qui sonnent vraiment différemment dans l'album. Plus récemment j'ai rencontré Youssoupha, quelqu'un dont j'apprécie réellement la plume et le parcours aussi bien que sa réaction solidaire avec la cause que nous défendions, quand mon studio a été attaqué par des militaires putschistes. Il ne me connaissait pas du tout et cela m'a beaucoup touché. Mais celui avec lequel j'ai le plus de liens et avec qui je partage beaucoup

de choses est au Sénégal. C'est mon frangin Didier Awadi, un grand frère pour lequel j'ai énormément de respect.

A. A. : Cette posture engagée est-elle marginale au Burkina Faso, ou correspond-elle à une tendance générale dans le paysage artistique local ?

S. : Il y a bien sûr d'autres artistes engagés, mais ce ne sont pas les oiseaux les plus courants dans notre savane culturelle, même si les mots aujourd'hui ne veulent plus rien dire pour certains... J'aime à penser que s'engager, c'est simplement assumer son propos et le traduire en actes conséquents. Vous ne pouvez pas chanter par exemple : « Ce président est un dictateur » pour dénoncer une dictature que vous subissez, et vous défiler à la première occasion de le déloger, c'est une forme de lâcheté quelque part. Gandhi disait : « Le bonheur, c'est lorsque vos actes sont en accord avec vos paroles ». Vous ne pouvez pas dire : « Battrer une femme, ce n'est pas bien » et être le premier à le faire lorsque vous rentrez chez vous. Au-delà de l'injustice que vous dénoncez, il y a une forme de cohérence que vous devez assumer dans vos actes de tous les jours. Alors, si je pars de cette définition-là de l'engagement, il en reste très peu, y compris moi-même.

A. A. : Historiquement, quels ont été les liens entre rap et contestation politique au Burkina Faso ? Avant le Balai citoyen, le rap burkinabè avait-il participé à d'autres mouvements de contestation ou d'opposition ?

S. : Non, pas à ma connaissance. Le rap, comme le reggae, a toujours été un courant musical contestataire, mais traduire toute cette poésie revendicatrice, cette énergie créatrice, en actes concrets transformateurs ou salvateurs, cela prend du temps. Ces actes, d'ailleurs, les auteurs sont bien souvent prompts à s'en désolidariser, préférant ou estimant que ces missions de terrain doivent être confiées à des politiciens ou à des syndicalistes dont c'est le credo. Tout se passe comme si certaines personnes vivaient en dehors de notre monde, en dehors de notre société, ou n'étaient pas concernées par une certaine responsabilité citoyenne. Du genre : « Moi j'ai fait ma part en dénonçant, à vous de faire la vôtre en agissant ». Norbert Zongo disait : « Il n'y a d'avenir pour personne dans un pays qui n'en a pas lui-même », ça tombe sous le sens.

A. A. : Qu'est-ce qui a été un déclencheur pour passer de la pratique artistique de « conscientisation » et de critique sociale à l'action politique par l'émergence d'un mouvement de protestation sociale ?

S. : La sensation d'immobilisme. Comme si nos pamphlets créatifs et récréatifs représentaient une simple goutte d'eau dans la mer, bien que nous ne sachions pas qu'alors nos idées faisaient leur chemin, comme c'est le destin de toute idée d'ailleurs... Mais, au-delà des manifestations de reconnaissance que nous avions parfois çà et là dans la rue et d'une relative satisfaction morale, on avait l'impression qu'on faisait du sur-place ou qu'en tout cas, cela n'allait pas assez vite. Il nous fallait renforcer

nos idées de révolte par des actes tout aussi audacieux, mais organisés. S'organiser, c'est gagner ; alors les événements de 2011 – lorsque Blaise Compaoré a été chassé de son palais par sa propre garde (le tristement célèbre RSP), et que le pouvoir était donc quasi-vacant – ont renforcé ce sentiment. Lorsque l'opposition a récupéré la campagne « Blaise, dégage » sur les réseaux sociaux, qu'elle a voulu transformer physiquement en meeting place de la Nation, les structures habituelles de lutte et de résistance ont décidé de boycotter l'événement sous prétexte de se protéger de toute récupération politique, un sentiment bien nouveau pour un combat pourtant d'une rare justesse. On s'est donc retrouvés quasiment isolés, mon camarade de lutte Sam's K le Jah et moi-même, en compagnie des opposants politiques d'alors. Je brandissais fièrement une pancarte portant l'inscription sans ambiguïté : « Blaise, dégage ». Le moment a été saisi et immortalisé, ce qui m'a valu la une d'un certain journal, je cite : « Smockey, artiste musicien ou vulgaire hypocrite ». Ma conviction était là, il fallait passer à l'attaque. Et plus nous attaquions, plus nous devions resserrer les rangs et redoubler d'imagination ; le mouvement était en train de naître. Approchés par un grand frère, Diallo Abdoulaye, pour aider à développer la plateforme « Ciné droit libre »⁴, on a sillonné les provinces pour porter le concept « un film, un débat », en entrecoupant parfois nos présentations de concerts dits « pédagogiques ». On a ainsi pu toucher du doigt les réalités de la vie des populations et mesurer les frustrations.

A. A. : *Même si cette histoire est désormais bien connue, peux-tu revenir sur la manière dont toi et plusieurs de tes collègues avez créé le Balai citoyen ?*

S. : Oh, il y a des histoires qui ont du mal à être racontées, il faut les vivre. Je dirai que nous avons fini par faire le constat amer d'un certain cycle sisyphéen à force de nous solidariser avec les différentes plateformes de lutte d'alors (partis d'oppositions, syndicats, associations de la société civile). Les discussions étaient lourdes et interminables et les changements aussi rares qu'un parapluie par beau temps. Nous avons fini par penser, avec quelques camarades en 2010, alors que nous nous rencontrions au centre national de presse Norbert Zongo, qu'il nous devenait urgent d'explorer une sorte de troisième voie pour rallier une certaine partie de la jeunesse, que la frustration et le découragement gagnaient à grand pas. L'occasion nous en a été donnée en 2013 lorsque l'ambition du gouvernement de Blaise Compaoré de tordre le cou à notre constitution est devenue de plus en plus manifeste, en tentant dans un premier temps de mettre en place un sénat. Ses décisions étaient de moins en moins populaires, notre action ainsi que notre naïveté ont fait le reste. Comme je l'ai souvent dit, il y a un certain degré de naïveté nécessaire à la manifestation du résultat, comme il y a un certain niveau d'inconscience nécessaire à l'apparition du bonheur, c'est selon...

A. A. : *Quels échanges entre artistes et associations ont conduit à la mise en place du Balai citoyen ?*

4. Ciné droit libre est un festival de films dont l'objectif est de promouvoir les droits humains et la liberté d'expression, notamment au travers de projections débats. Initié en 2004 au Burkina Faso, le festival s'est étendu à plusieurs autres États africains.

S. : Nous avons eu de nombreux échanges, y compris des débats et conférences au sein d'universités et de certains établissements scolaires. Le très regretté slameur Valian a été avec nous sur le terrain dès le début, certains comme le rappeur Basic Soul nous ont rejoints volontairement, très tôt. Il n'y a pas eu de chasse aux artistes ou aux éminences intellectuelles même s'il y a eu des prises de contact avec des gens que nous pensions crédibles et constants dans leur engagement. C'est ainsi que maître Guy Hervé Kam, un avocat burkinabè, a été approché. Le mouvement devait être un cadre de lutte que chacun devait rejoindre ou non simplement pour défendre ses positions et ses convictions. Tu ne te bats pas pour un groupe, tu te bats pour toi-même. Tu ne pourras donc jamais te sentir trahi ou abandonner la lutte parce qu'un leader ou un autre n'est plus là. Tu es potentiellement toi-même un leader. Pourquoi un cadre de lutte associatif ? Pour s'organiser et se protéger mutuellement, et surtout pour ne pas finir comme certains de nos aînés combattants isolés. C'est aussi pour cela que nous avons assumé l'aspect politique de notre mouvement. Nous ne gérons pas le pouvoir politique, mais nous menons des actions et des réflexions clairement politiques que nous assumons. Le problème est politique, la solution doit donc l'être. Nous avons rencontré plusieurs associations pour comprendre, participer et pourquoi pas, même intégrer leur organisation. Beaucoup nous ont déçus par les mêmes réflexes que nous dénoncions alors. Certains nous ont finalement rejoints comme le MSV, la GCAD, le CADRE, le REPERE, le réseau BARQUE... Si on ne se sent pas partie du problème, on ne peut jamais être la solution. Voilà pourquoi nous avons les dirigeants que nous méritons.

A. A. : *Vous êtes-vous inspirés d'autres mouvements observés à l'étranger ? Vous êtes-vous documentés sur la question ? En d'autres termes, comment avez-vous concrètement acquis les outils et savoirs nécessaires pour parvenir au succès de cette entreprise révolutionnaire ?*

S. : Non. En tout cas, pas plus que ce que le monde a appris notamment des fameux printemps arabes. Le Burkina est traditionnellement un pays de lutte, et ne serait-ce que la révolution de 1983 à 1987 ou le soulèvement de janvier 1966 sont suffisamment riches en enseignements pour acquérir un minimum de stratégie. Nous avons dans nos rangs des militants aguerris dont la lutte n'a pas commencé aujourd'hui. La constance et la cohérence sont des valeurs à prendre en compte pour que naisse et se maintienne la confiance entre camarades. Ceci dit, nous avons invité à deux reprises nos camarades de Y'en a Marre⁵ du Sénégal dans nos activités à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso pour le partage d'expériences, un an avant l'insurrection. Il nous fallait prouver à nos militants que d'autres aussi luttèrent comme nous ailleurs et avaient réussi à obtenir des résultats. On vous dit : « Seule la lutte libère ». Mais si vous luttez et que vous n'obtenez jamais cette liberté, vous finirez par abandonner la lutte. Il fallait casser cet esprit empreint de fatalité et de pessimisme qu'une bonne partie de la jeunesse avait fini par considérer comme normal.

5. Y'en a Marre est un mouvement social né autour de rappeurs et de journalistes au Sénégal en 2011, afin de s'opposer à la candidature d'Abdoulaye Wade à sa succession et de dénoncer la précarisation du quotidien des Dakarais·e·s. Les rappeurs de Y'en a Marre ont été à l'origine d'un ample mouvement de mobilisation populaire, dans les rues comme dans les urnes, et ont largement contribué à l'alternance au pouvoir survenue en 2012.

A. A. : *En quoi cette mobilisation dépasse-t-elle les frontières du Burkina ? Y-a-t-il un volet international à vos démarches, avec par exemple des mises en réseau avec d'autres mouvements de mobilisation politique ?*

S. : Elle est d'abord et déjà visible au sein de notre mouvement puisque nous avons des représentations appelées « ambassades cibles [i.e. citoyens balayeurs] » au sein de la diaspora résidant à l'extérieur du pays. Mais, bien évidemment, nous sommes en relation avec d'autres mouvements sociaux un peu partout en Afrique et ailleurs. Par exemple, il y a une semaine, nous avons envoyé deux de nos représentants au Brésil pour une rencontre internationale. La dimension panafricaine voire internationale de notre lutte est inévitable, ensemble nous serons toujours plus forts. Sankara disait : « Celui qui aime son peuple aime aussi les autres peuples... ceux qui veulent exploiter l'Afrique sont les mêmes qui exploitent l'Europe... ».

A. A. : *Penses-tu que ton statut d'artiste reconnu et la notoriété des différents artistes du mouvement ont contribué à son succès ? Sous quels aspects ?*

S. : Effectivement, être une personne connue facilite les rencontres et les échanges. Il devient plus facile de mobiliser une certaine attention pour diffuser votre message. Pour autant, tout dépend aussi du message que vous diffusez, de sa pertinence et même de l'intérêt qu'il peut avoir pour votre auditoire. Beaucoup de paramètres entrent en jeu, sans compter que toute notoriété a le revers de sa médaille. On pardonne difficilement aux artistes de s'engager en politique, on les préfère volontiers amuseurs plutôt que revendicateurs. Il n'y a pourtant pas une catégorie de personnes dont c'est le credo, seule capable de s'émouvoir de tout ce qui se trame en notre nom.

Cela dit, lorsque nous arrivions sur une place publique il nous était beaucoup plus facile de mobiliser l'attention de notre auditoire, curieux de nous voir apparaître ailleurs que sur une scène de spectacle, et ce sans distribution de gadgets ou autre achat de conscience, bref de clientélisme. Les rapports étaient francs et dénués de tout calcul. Les politiciens sont obligés d'utiliser les artistes dans leur campagne pour amadouer et distraire le public. Nous, nous avons choisi de mettre notre art au service du public pour dénoncer les travers de ceux-ci. C'est Adama Dahico, l'humoriste ivoirien, qui disait tantôt que depuis que les politiciens font de la comédie, il est normal que les comédiens fassent de la politique.

A. A. : *En 2015 et en 2016, ton studio a été attaqué et détruit par des tirs de lance-roquette. Dirais-tu qu'il a été difficile de revenir à un statut d'artiste « normal » après l'engagement dans le Balai citoyen ? Comment s'est passé l'après-révolution pour ta vie d'artiste ? En quoi ta carrière a-t-elle été transformée par cette action ? Comment concilies-tu les deux ?*

S. : Je ne suis pas devenu subitement un artiste engagé. Mon premier titre est sorti en 2001 et il s'appelait *Putsch à Ouagadougou*. Il

m'a d'ailleurs valu des pressions qui m'ont amené à en écrire un autre pour tenter de m'expliquer à ma façon avec ma famille. Donc pour moi, musique et engagement, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, c'est un tout. Être un artiste c'est déjà se sentir libre de l'être. Tu ouvres ta gueule ou tu la fermes, moi j'ai choisi de l'ouvrir, sans me limiter dans le traitement de l'actualité. Dans ma conception de l'art il n'y a donc aucune contradiction entre la création et la traduction de celle-ci en actes concrets, qui ont du sens, bien au contraire. Je veux rester en phase avec mes convictions. Mon expérience au Balai citoyen m'a apporté beaucoup si on fait abstraction de mes ennemis supplémentaires ou de certaines cérémonies où on évite soigneusement de m'inviter. J'ai mûri mon style, je pense, je suis en paix avec moi-même, avec ma conscience, et j'ai la chance de rencontrer de plus en plus des gens formidables, du combattant de l'ombre insoupçonné (artiste ou non) au personnage public vivant devenu un symbole. J'en retire une certaine fierté et j'apprends de ces personnes pour affiner ma vision et améliorer mon travail.

A. A. : À l'heure du bilan, dirais-tu que la scène rap ouagalaise a été transformée par l'action engagée par le Balai citoyen ? La conception locale des liens entre artistes et action politique en a-t-elle été modifiée ?

S. : L'action du Balai citoyen n'a pas pour objectif de transformer le quotidien des rappeurs burkinabè mais plutôt des citoyens burkinabè. Avant d'être des menuisiers, étudiants, commerçants, mécaniciens ou rappeurs, nous sommes avant tout des citoyens, ne serait-ce que par notre acte de naissance. Pour la même raison, si l'action que nous avons menée devait se résumer à la seule transformation de la scène rap ouagalaise, nous aurions échoué. Cependant, je me dis que l'exemple que nous donnons n'est peut-être pas bon pour tout le monde, mais si cela peut encourager nos petits frères et petites sœurs dans le rap à assumer leur position par un engagement ferme, ça serait une bonne chose. Le Hip hop est un mouvement revendicatif donc même si parfois il s'égare dans la forme, il ne faut jamais en perdre le fond. ●